



TRIBUNE UNITAIRE

Tribune inter-organisations pour la défense de l'hôpital public, des établissements de Santé et d'Action Sociale

Par cette tribune, les organisations signataires veulent alerter la population : l'hôpital public est exsangue et n'est plus capable d'assurer son rôle de service public, mettant en cause l'égalité d'accès, d'accueil et une prise en charge de qualité sur tout le territoire. Aujourd'hui, des pans entiers de l'activité hospitalière et des établissements de santé et de l'Action Sociale s'effondrent et les réponses du gouvernement ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux.

Depuis plusieurs mois, les professionnel.le.s tous métiers confondus de l'hôpital public et des établissements de Santé et de l'Action Sociale sont engagé.e.s dans un mouvement social afin d'exiger des pouvoirs publics les moyens nécessaires à une refondation du service public hospitalier, de notre système de Santé et d'Action Sociale. Parti de la mobilisation dans les EHPAD, suivi de celles des services des urgences, ce mouvement atteint aujourd'hui la totalité des secteurs d'activité des établissements du sanitaire, médico-social et social, exsangue après des années de restriction budgétaire.

Nous exigeons les mesures immédiates qui permettront d'endiguer l'hémorragie qui met en péril l'hôpital public, fleuron de notre système de santé, et les missions de services publics dans les autres établissements du sanitaire, médico-social et social:

- L'augmentation du budget consacré à l'hôpital au moins égal à l'évolution naturelle des dépenses (4,4%) ; Il faut un correctif budgétaire sur l'ONDAM dans la loi de la sécurité sociale allant dans ce sens ;
- La reconnaissance et la revalorisation générale des carrières médicales et non médicales, notamment en début de carrière se traduisant par une augmentation salariale ;
- Le recrutement immédiat de professionnel.le.s supplémentaires et plan de formation pluridisciplinaire ;
- La reconnaissance de la pénibilité de nos métiers ;
- L'arrêt des fermetures de services, d'établissements et des réouvertures de lits, partout où cela est nécessaire ;
- Une gouvernance des hôpitaux, des établissements plus ouvertes aux professionnel.le.s , aux personnels et aux usagè.re.s ;
- L'égalité d'accès, d'accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire.

Nous exigeons l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'hôpital public et des établissements de Santé et de l'Action Sociale avec le Premier Ministre et le Président de la République, seuls capables de débloquer la situation afin de sortir de la crise actuelle.

Les organisations, professionnel.le.s et personnes signataires de cette tribune réaffirment aujourd'hui leur volonté d'avancer ensemble avec au cœur de leurs préoccupations d'assurer la qualité et la sécurité d'accueil, d'accompagnement et de soins de nos concitoyens, cela passe par des nécessaires mesures d'améliorations des conditions de travail de tous les personnels et la prise en compte des besoins de la population .

Elles appellent à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 14 février 2020 pour que le gouvernement réponde concrètement par des actes forts, aux exigences d'ouvertures urgentes de négociations .



L'hôpital est malade Madame la Ministre s'endort sur le dossier



Alors que la colère s'est développée dans tous les hôpitaux, alors que plus de 1000 médecins ont démissionné de leurs fonctions administratives, Madame la Ministre joue la montre. Elle n'a pas le temps avant mi-mars !

Le financement des hôpitaux n'a pas été revu à la hausse comme demandé par toutes les organisations représentatives du personnel, les syndicats de médecins, les associations de représentants des usagers. L'hôpital public est en train de craquer et Madame la ministre répond par quelques petites primes pour diviser le personnel.

Cette situation aggrave les problèmes plutôt que de les résoudre. Le choix d'un salaire décent sera lié à ces primes : faites votre calcul.

- Une prime de 100 euros pour les urgences, annoncée à grand renfort médiatique... Dès son application, on se rend compte que nombre d'agents assurant ces urgences sont exclus.
- Une prime EHPAD de 100 euros, liée à la suppression d'une prime de 90 euros dont certains agents bénéficiaient déjà.

Plutôt que de soigner l'hôpital, on essaie de diviser les agents.

- Sur Roubaix, tout le monde sait dans quelles conditions il a fallu assumer la fermeture de la maternité de Tourcoing.
- Tout le monde sait aussi dans quelle conditions s'est faite l'ouverture de l'aile hivernale en dépouillant d'autres services.
- Urgences, Maternité, Imagerie : de nombreux services se sont mis en grève pour tirer l'alerte.
- Rien que la semaine dernière, nos militants sont intervenus auprès du Président du CHSCT pour 3 services prêts à craquer (chirurgie vasculaire, oncologie, traumatologie).
- L'encadrement est en souffrance et passe un temps infini à pallier l'absentéisme.
- Les médecins n'arrivent plus à avoir le personnel nécessaire à l'exécution de leurs prescriptions

Çà craque de partout, le gouvernement s'en fout !

Les revendications intersyndicales peuvent être mises en place tout de suite, il faut arrêter de nous balader.



**Le 14 février journée d'action intersyndicale avec appel à manifester à Paris.
Manifestation régionale au CH d'Arras à 14h30
Rassemblement dans le hall de tout le personnel médical et non médical
dans le hall de Victor Provo à 12h30**